

PSB INDUSTRIES

Société anonyme au capital de 7 350 000 Euros
Siège social : Les Pléiades n° 21 - Park Nord - La Bouvarde
74370 METZ-TESSY
325 520 013 RCS ANNECY
SIRET 325 520 013 00047

Avis de réunion valant avis de convocation

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont informés que le Conseil d'administration les convoque en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 27 mai 2008 à 10 heures, au siège social à Metz Tussy, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

ORDRE DU JOUR

Décisions Ordinaires

- Rapport de gestion sur les comptes sociaux et comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, et rapports des co-commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, sur les comptes consolidés et sur les conventions visées aux articles L225-38 et suivants du code de commerce.
- Approbation desdits comptes sociaux et comptes consolidés – Approbation des conventions - Quitus aux administrateurs -Affectation du résultat.
- Renouvellement de l'autorisation donnée à la société de racheter ses propres actions afin d'en régulariser le cours.
- Fixation du montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration.
- Renouvellement du mandat de trois administrateurs.
- Pouvoirs pour formalités.

PROJETS DE RESOLUTIONS

Première résolution : L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport général des co-commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes annuels tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de l'accomplissement de leur mandat pour ledit exercice.

Deuxième résolution : L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des co-commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux Articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, déclare approuver les termes de ce rapport.

Troisième résolution : L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat net bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 5 216 537,44 € de la manière suivante :

- | | |
|--|----------------|
| – Distribution de la somme de | 5 145 000,00 € |
| à titre de dividende aux actionnaires | |
| soit un dividende net par action de 1,40 € | |
| – Le solde au compte "Autres Réserves" | 71 537,44 € |

Etant précisé que sur ce dividende de 1,40 euro par action, il a déjà été payé 0,65 euro à compter du 25 janvier 2008, sous forme d'un acompte (soit 2 388 750 €) conformément à la décision du conseil d'administration du 19 décembre 2007 ; seul le solde soit 0,75 euro par action reste dû (soit au total 2 756 250 euros), lequel sera mis en paiement à compter du 2 juin 2008.

En ce qui concerne les dividendes revenant à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à compter du 1^{er} janvier 2008, ils donnent lieu à une retenue à la source de 11% au titre des prélèvements sociaux et sont soumis à l'impôt sur le revenu après réfaction de 40%, sauf pour son bénéficiaire à exercer de son établissement payeur, et avant perception du dividende, l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire (de l'impôt sur le revenu) au taux de 18%.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale constate qu'il a été mis en distribution, au titre des trois exercices précédents, les dividendes suivants :

<u>Exercice</u>	<u>Dividende par action</u>	<u>Revenus éligibles ou non à l'abattement</u>
31/12/2004	1,10 €	Réfaction de 50% lorsque celle-ci était applicable
31/12/2005	1,20 €	Réfaction de 40% lorsque celle-ci était applicable
31/12/2006	1,35 €	Réfaction de 40% lorsque celle-ci était applicable

Quatrième résolution : En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport sur la gestion du groupe établi par le Conseil d'Administration et du rapport des co-commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes consolidés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

Cinquième résolution : L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, décide de renouveler l'autorisation donnée à la société par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2007, dans le cadre des dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, de procéder à des achats en bourse d'actions de la société, aux fins de :

- l'animation du cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le nombre d'actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra excéder 10% du capital social, soit 367 500 actions.

Les achats d'actions effectués en vertu de cette autorisation ainsi que la revente de ces actions seront exécutés dans les limites suivantes : le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 50 € par action, et le prix minimum de revente ne devra pas être inférieur à 25 € par action.

Compte tenu du prix maximum d'achat par action, le montant global maximum allouable au rachat d'actions ne pourra excéder 18 375 000,00 €

La présente autorisation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée. Elle annule et remplace la précédente autorisation.

Les actions seront rachetées par interventions sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le Conseil informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

L'assemblée générale donne en conséquence tous pouvoirs au Conseil d'administration, pour passer tous ordres en bourse, conclure tous accords en vue d'effectuer toutes formalités, toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

Sixième résolution : L'assemblée générale décide de fixer à 80 000 € le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration au titre de l'exercice 2008.

Septième résolution : L'Assemblée Générale constatant que les mandats d'administrateur de Monsieur Jacques ENTREMONT, Monsieur Roger ROSNOBLET et Monsieur Alain WIRTH sont arrivés à expiration avec la présente assemblée, décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires tenue en 2014 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Chacun des administrateurs ainsi renouvelés, a fait savoir en ce qui le concerne, qu'il acceptait le renouvellement de ses fonctions et qu'il satisfaisait aux conditions légales et réglementaires pour l'exercice de son mandat.

Huitième résolution : L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires requises.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-85 du code de commerce, MM. les actionnaires sont informés que la participation à l'assemblée est subordonnée à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- soit se faire représenter par un mandataire actionnaire ; l'actionnaire pourra également se faire représenter par son conjoint. Une formule de pouvoir lui sera adressée sur simple demande de sa part ;
- soit adresser une procuration sans indication de mandat, étant précisé que l'absence de mandat entraîne un vote favorable aux résolutions proposées ou agréées par le conseil d'administration ;
- soit voter par correspondance, en faisant parvenir une demande d'envoi du formulaire auprès de la Société. La demande devra être reçue six jours au moins avant la date de l'assemblée, et, pour être pris en considération, le vote par correspondance devra être parvenu à la Société au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée.

En application de l'article L225-68 du code de commerce, les actionnaires représentant la fraction légale du capital social pourront requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de cette assemblée jusqu'à vingt cinq jours avant l'assemblée générale.

Conformément à l'article R 225-84 du code de commerce, les actionnaires qui souhaiteraient poser des questions écrites au Président du conseil d'administration adresseront ces questions au siège de la Société au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Les demandes d'inscription de projets de résolutions ainsi que les questions écrites doivent être adressées au siège de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique à l'adresse suivante : finance@psbindus.com
Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour de l'assemblée, notamment à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentés par des actionnaires.

Le conseil d'administration.